



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau  
CS 20105  
71321 Chalon-sur-saone Cedex

Chalon-sur-saone, le 13/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LES SABLES DE BAUGY**

Les forêts  
71110 Baugy

Références : AC/MV/2025/C\_018  
Code AIOT : 0005403181

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2025 dans l'établissement LES SABLES DE BAUGY implanté 2 rue les royes 71130 Gueugnon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite d'inspection réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LES SABLES DE BAUGY
- 2 rue les royes 71130 Gueugnon
- Code AIOT : 0005403181
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière de matériaux alluvionnaires en eau autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2016 pour une durée de 25 ans.

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines
- Sécurité/sûreté

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Clôture et barrières	Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 2.3.3	Demande d'action corrective	2 mois
6	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 10.4.1	Demande d'action corrective	2 mois
7	Auto surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 10.2.2.2	Demande d'action corrective	2 mois
8	Mesures de bruit	Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 10.2.3.1	Demande d'action corrective	2 mois
10	Registre d'admission des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 9.2.6	Demande d'action corrective	2 mois
11	Suivi des matériaux recyclés	Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 9.2.7	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Volumes de production et cote minimale d'extraction autorisés	Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 1.2.3	Sans objet
2	Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 1.5	Sans objet
3	Période de fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 2.1.4	Sans objet
5	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 2.5.1	Sans objet
9	Déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 21/11/2016,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	admis	article 9.2.2	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection portait sur plusieurs thématiques: conditions d'exploitation, sécurisation du site, eaux souterraines, bruit et déchets.

Plusieurs non-conformités ont été relevées notamment sur la traçabilité des déchets entrants et matériaux recyclés sortants dont les registres chronologiques sont à compléter ou à mettre en place selon les dispositions réglementaires en vigueur précisées dans ce rapport. Les mesures environnementales sont à réaliser selon les périodicités et pour les paramètres prescrits par l'arrêté préfectoral d'autorisation quelque soit le niveau d'activité de la carrière. Toute demande de modification spécifique de suivis environnementaux doit faire l'objet d'un porter à connaissance avec tous éléments justificatifs à transmettre au préfet pour instruction (et si elle n'est pas contraire ou moins disant au regard des dispositions du code de l'environnement applicables aux installations exploitées en vigueur).

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volumes de production et cote minimale d'extraction autorisés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Volumes de production et cote minimale d'extraction autorisés
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les matériaux extraits sont des matériaux argilo-sableux (sables et graviers « terrasses »). Le tonnage total de matériaux à extraire est de 3 700 000 tonnes. La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière est de 149 000 tonnes/an au maximum avec une production moyenne autorisée de 120 000 tonnes/an, calculée sur la durée des périodes définies à l'article 1.6.2 du présent arrêté. La cote minimale d'extraction est de 247 m NGF. L'épaisseur moyenne d'extraction est de 13 mètres.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les matériaux extraits sont des sables argileux destinés principalement à la fabrication de béton après traitement par criblage et lavage. Seule une petite partie est vendue brute d'extraction. Les volumes de production (ou d'extraction brute) annuels sont faibles et très inférieurs au maximum autorisés.</p> <p>A titre d'exemple la production 2023 est de 9150 tonnes et celle de 2024 de 16600 tonnes.</p> <p>Le volume de gisement autorisé restant à extraire est d'environ 3640 kt au 31/12/2024.</p> <p>La cote minimale d'extraction est à 252 m NGF.</p> <p>L'épaisseur d'extraction (par rapport au niveau du TN en périphérie de la zone d'extraction) est d'environ 12 mètres au maximum.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 2 : Périmètre d'éloignement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Périmètre d'éloignement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
<b>Constats :</b>  Les bords d'excavation sont à plus de 10 m des limites du périmètre autorisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Période de fonctionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 2.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Période de fonctionnement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le fonctionnement des installations et des engins d'exploitation n'est autorisé que de 7h à 19h, et en dehors des samedis, dimanches et jours fériés.
<b>Constats :</b>  La carrière ne fonctionne que de 7h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 du lundi au vendredi. Cette période est indiquée sur le panneau d'informations obligatoires de la carrière situé à l'entrée du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Clôture et barrières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôture et barrières
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux "chantier interdit au public" sont mis en place sur les voies d'accès. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit. Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont clôturées et munies de

panneaux signalant leur caractère dangereux (risques de noyade). Des moyens de secours adaptés (bouée,barque, ligne de vie,...) sont disponibles à proximité.

**Constats :**

Toutes les zones d'exploitation qui présentent des risques en cas d'accès par des tiers sont clôturées et les différents accès comportent des barrières.

Seul un linéaire d'environ 100 mètres au pied d'un merlon n'est pas clôturé au niveau de la limite nord de la surface en cours d'extraction.

Des panneaux signalent régulièrement l'interdiction d'entrer et le danger de la carrière.

Des panneaux indiquant le risque de noyade et des bouées sont présents à proximité des plans d'eau.

**Non-conformité** : le dispositif d'interdiction d'accès (clôture) aux zones dangereuses est incomplet en limite nord de la surface en cours d'extraction.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compléter le dispositif d'interdiction d'accès (clôture) aux zones dangereuses en limite nord de la surface en cours d'extraction.

**Type de suites proposées** : Avec suites

**Proposition de suites** : Demande d'action corrective

**Proposition de délais** : 2 mois

**N° 5 : Phasage d'exploitation**

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 2.5.1

**Thème(s)** : Risques chroniques, Phasage d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 5 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation (cf annexe 2) et conformément au tableau suivant :

Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface mise en exploitation (m <sup>2</sup> )	Volume à extraire (m <sup>3</sup> )
1	2017	23 200	301 600
2	2022	40 000	520 000
3	2027	42 300	549 900
4	2032	46 400	603 200

5	2037	50 800	660 400

L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés.

#### Constats :

Compte tenu des volumes extraits depuis le démarrage de l'exploitation, celle-ci est toujours dans la phase 1 dans le secteur centre-ouest de l'emprise autorisée.

La surface mise en exploitation est d'environ 1,5 ha.

Le volume total extrait au cours de la phase 1 (hors terres de découverte qui représenterait environ 11500 m<sup>3</sup> \*) est d'environ 50 000 m<sup>3</sup>.

*\*Selon les données du dossier le volume de terre de découverte à extraire pour atteindre le gisement exploitable est d'environ 23 % du volume total à extraire*

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Plan d'exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 10.4.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Plan d'exploitation

#### Prescription contrôlée :

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,
- les bords de la fouille,
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,
- les piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs,
- les zones de stockages de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

#### Constats :

Le dernier plan d'exploitation a été relevé le 3 janvier 2025.

Il contient toutes les informations requises.

<b>Observation:</b> les cotes altimétriques sont toutefois illisibles
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Rendre les côtes altimétriques lisibles sur le plan d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : Auto surveillance des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 10.2.2.2		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto surveillance des eaux souterraines		
<b>Prescription contrôlée :</b>  En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux). Un premier prélèvement est réalisé avant le début de l'exploitation de la carrière. Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Le niveau piézométrique est relevé à chaque prélèvement. Les analyses des eaux prélevées portent sur les polluants suivants :		
Paramètre	Fréquence	Méthode de référence
Niveau piézométrique	Mensuelle	Normes en vigueur
Température	Semestrielle (hautes eaux/basses eaux)	"
pH	"	"
Conductivité	"	"
Matières en suspension totales (MEST)	"	"
Demande chimique en	"	"



Demande chimique en oxygène (DCO)	"	"
Hydrocarbures (HCT)	"	"
Floculant	"	"

Les prélèvements, les conditions d'échantillonnage et les analyses doivent être réalisés selon les règles de l'art et les normes en vigueur. L'eau prélevée doit faire l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation.

Un résultat commenté de ces analyses et des mesures de niveau est adressé une fois par an à l'inspection des installations classées. Toute anomalie est signalée sans délai.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'inspecteur des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Une carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le(s) sens d'écoulement de la nappe est réalisée à l'occasion de chaque prélèvement.

Pour chaque puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).

Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant pendant au moins toute la durée de l'exploitation.

#### **Constats :**

La surveillance de la qualité des eaux souterraines est réalisée deux fois par an par un organisme accrédité (Sciences Environnement).

L'exploitant tient à jour un historique des résultats par piézomètre.

A ce jour, aucune anomalie sur les paramètres contrôlés n'a été relevée par l'exploitant ou l'organisme.

L'inspection relève toutefois l'absence de mesures mensuelles des niveaux piézométriques et de mesures sur le floculant (toutefois plus utilisé à ce jour en l'absence de traitement de matériaux sur le site).

#### **Non-conformités:**

- absence de mesures mensuelles des niveaux piézométriques,
- absence de mesures de floculant.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Réaliser les mesures mensuelles des niveaux piézométriques, et les mesures de floculant.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 8 : Mesures de bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 10.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures périodiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une mesure de la situation acoustique est effectuée dès l'ouverture de la carrière, puis au minimum tous les 3 ans et dès lors que les circonstances l'exigent (notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées).</p> <p>Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces contrôles sont effectués par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Depuis le démarrage de l'exploitation, l'exploitant n'a réalisé qu'une seule campagne de mesures des niveaux de bruit générés par l'installation (en mandatant le bureau d'études Sciences Environnement).</p> <p>La campagne a eu lieu le 25 juillet 2024 dans des conditions de fonctionnement "nominales dans la configuration actuelle" (extraction, mise en stock et chargement clients). Il n'y a actuellement pas de traitement de matériaux extraits sur le site en l'absence d'installations de criblage/lavage. Les résultats sont conformes aux valeurs limites prescrites à l'article 7.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 novembre 2016, en limite d'emprise (1 point de mesure) et en zones à émergences réglementées (3 points de mesures retenus).</p> <p><b>Non-conformité:</b> absence de mesures périodiques des niveaux acoustiques tous les 3 ans.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Quelque soit le niveau d'activité de la carrière les mesures environnementales sont obligatoires dont celles des mesures périodiques des niveaux acoustiques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 9 : Déchets inertes admis

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes admis
<b>Prescription contrôlée :</b>

Seuls les déchets inertes énumérés dans le tableau ci-dessous sont admissibles sur le site.

Chapitre de la liste des déchets (décret n° 2002-540)	Code	Description	Restrictions
17.Déchets de construction et de démolition	17 01 01	Bétons	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (1).
"	17 01 02	Briques	"
"	17 01 03	Tuiles et céramiques	"
"	17 01 07	Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques	"
"	17 03 02	Mélange bitumineux	Uniquement après réalisation d'un test permettant de s'assurer de l'absence de goudron.
"	17 05 04	Terres et pierres (y compris déblais)	Pour les terres et pierres provenant de sites susceptibles d'être contaminés, d'installations industrielles ou agricoles uniquement après réalisation d'une procédure d'acceptation préalable.
20. Déchets municipaux	20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de déchets de jardins et de parcs ; à l'exclusion de la terre végétale et de la

			végétale et de la tourbe.
--	--	--	---------------------------

(1) Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc, etc., peuvent également être admis dans l'installation.

Sont interdits, tous déchets non spécifiés dans le tableau ci-dessus, notamment :

- matières non identifiables,
- matières fermentescibles ou putrescibles,
- bois,
- ferrailles et objets métalliques,
- caoutchoucs, pneumatiques, plastiques,
- bidons, fûts,
- textiles, mousse,
- papiers, cartons,
- câbles,
- verres, produits d'étanchéité,
- amiante-ciment.

Les déchets en provenance d'ICPE (y compris terres et remblais) ne sont pas acceptés sur le site.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

Les apports de matériaux extérieurs sont limités à 22 000 tonnes/an.

L'apport de matériaux extérieurs est autorisé sous réserve de contre-voyage à plein.

#### Constats :

Depuis le démarrage de l'installation, les principaux déchets admis sont des :

- déchets de déconstruction de type "bétons seuls ou en mélange",
- déchets de travaux de réseaux ou de terrassement de type "terres et pierres".

Les quantités admises sont relativement faibles et inférieures à 2000 tonnes par an.

Les matériaux de déconstruction sont traités par campagne en sable puis commercialisés.

Les matériaux de déblais sont mis en stock en zone d'attente ou utilisés pour la remise en état coordonnée à l'avancement de l'exploitation de la carrière (comblement de la fouille).

Selon l'exploitant sauf cas exceptionnel (début de chantier), tout apport se fait avec un contre voyage de matériaux finis.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : Registre d'admission des déchets inertes

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 9.2.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Registre d'admission des déchets entrants

**Prescription contrôlée :**

Chaque apport extérieur est accompagné d'un bordereau de suivi des déchets indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- les moyens de transport utilisés ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- les quantités de déchets concernées ;
- la conformité des déchets à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception,
- la date de délivrance de l'accusé réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage,
- la provenance et la nature des déchets (code déchets),
- les quantités des déchets,
- les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés,
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant de la vérification des documents d'accompagnement,
- l'emplacement de mise en œuvre sur site,
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

L'exploitant tient à jour un plan topographique permettant de localiser précisément les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Les zones de remblais identifiées ne sont pas supérieures à 100 m<sup>2</sup>.

Les bordereaux, registres et plans cités ci-dessus sont conservés pendant toute la durée de l'exploitation et sont tenus à la disposition de l'inspection.

#### **Constats :**

L'exploitant tient à jour un registre chronologique informatique des déchets entrants sur le site de la carrière de Baugy.

Il comprend les items suivants :

- la date d'entrée de la livraison,
- l'identification du producteur (indiquant soit le lieu, la raison sociale, le nom ou une combinaison),
- l'identification du transporteur (nom du transporteur ou son code, numéro du véhicule),
- l'identification du déchets (code réglementaire, acceptation du déchet dans l'installation, tonnage)
- le traitement du déchet dans l'installation (mise en dépôt ou recyclage).

Ce registre est conforme à l'article 9.2.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière du 21 novembre 2016.

Toutefois il doit être complété des informations requises par l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets applicables à tout établissement accueillant des déchets.

Les informations manquantes a minima sont les suivantes :

- dénomination en toute lettre du déchet entrant correspondant à son code réglementaire

- (béton, mélange, terres, pierres...),
- la raison sociale, l'adresse et le numéro de SIRET du producteur du déchet,
- la raison sociale, l'adresse et le numéro de SIRET de l'établissement expéditeur du déchet (le cas échéant),
- la raison sociale, l'adresse et le numéro de SIRET du transporteur du déchet et le numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du code de l'environnement,
- le code de traitement qui va être opéré dans l'établissement (recyclage R5 ou dépôt D5).

**Non-conformité :** registre des déchets entrants à compléter des informations requises par l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets applicables à tout établissement accueillant des déchets.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compléter le registre des déchets entrants afin que l'ensemble des informations requises par l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets applicables à tout établissement accueillant des déchets soient présentes.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 11 : Suivi des matériaux recyclés**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/11/2016, article 9.2.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi des matériaux recyclés

**Prescription contrôlée :**

De la même façon que pour les matériaux entrant sur le site, l'exploitant est tenu de mettre en place un registre indiquant, au minimum, la date de sortie et la quantité de matériaux recyclés.

**Constats :**

Selon l'exploitant, en 2024, aucune sortie de matériaux recyclés.  
Toutefois l'exploitant n'a pas mis en place de registre sortant.

**Non-conformité :** absence de registre chronologique des produits sortants issus des opérations de valorisation (recyclage des déchets entrants par traitement).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le registre doit comporter pour chaque expédition et conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets :

- la date de sortie du site du matériau recyclé (qui n'a plus le statut de déchet),
- la nature et la quantité en tonne ou m<sup>3</sup> du matériau (sable, gravillon, grave...),
- le code du traitement qu'il a subi (R5 a priori),
- la dénomination et le code du déchet initial (qui avait le statut de déchet en entrant),
- la date de l'opération de traitement du déchet,

- la raison sociale, le numéro de SIRET et l'adresse de la personne qui prend possession du matériau.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois